



**Conflit russo-ukrainien**  
**Impact sur le secteur de la construction en Europe**  
**30/10/2023**

	Général et construction	Ukraine / Russie
	<p><b>UNION EUROPEENNE ACTUALITES</b></p>	
	<p>Le taux d'inflation annuel a de nouveau baissé en août 2023. Il s'est établi à <b>5,9 %</b> dans l'<b>Union européenne</b>. La <b>zone euro</b> enregistre quant à elle un taux de <b>5,2 %</b> dans les 20 pays disposant de la monnaie unique. Ces chiffres étaient respectivement de 6,1 % et 5,3 % au mois de juillet 2023.</p> <p>Les pays avec les taux d'inflation annuels les plus faibles sont le <b>Danemark</b> (2,3 %), l'<b>Espagne</b> et la <b>Belgique</b> (2,4 %). A l'inverse, la <b>Hongrie</b> (14,2 %), la <b>République tchèque</b> (10,1 %) et la <b>Slovaquie</b> (9,6 %) sont les pays les plus touchés par la hausse des prix. La <b>France</b> arrive en douzième position parmi les économies de l'UE, avec un taux annuel d'inflation qui s'élève à 5,7 % en août 2023.</p> <p>Des économies importantes telles que l'<b>Allemagne</b> (1ère de l'UE) ou l'<b>Italie</b> (3e) connaissent des taux d'inflation records, respectivement 6,4 % et 5,5 %. La première n'avait pas connu de tels chiffres depuis les années 1950, et la seconde depuis près de 40 ans.</p> <p>Les prix de l'énergie ont augmenté de manière exceptionnelle (ceux du pétrole brut ont bondi de 350% entre avril 2020 et avril 2022, soit la plus forte augmentation sur deux ans depuis 1973) mais aussi ceux des denrées alimentaires puisque l'Ukraine et la Russie représentent environ 30 % des exportations de blé au niveau international. Bien que les prix de gros de l'énergie ou des matières premières baissent depuis quelques semaines, leur répercussion sur le portefeuille des ménages et sur l'inflation d'autres secteurs (qui utilisent de l'énergie pour produire ou pour vendre) continue de se faire sentir (<a href="#">Toute l'Europe</a>).</p>	<p><b>Russie – UE : Importations de gaz</b></p> <p>La figure 1 montre les importations hebdomadaires de gaz naturel extra-UE27 pour 2021 et 2022, comparées aux valeurs minimales et maximales des importations hebdomadaires pour la période 2015-2020. La figure montre les importations provenant exclusivement de Russie (<a href="#">Bruegel</a>).</p>  <p>Source: ENTSO-G, <a href="https://transparency.entso.eu/#map">https://transparency.entso.eu/#map</a>  Note: Minimum and Maximum values are calculated from the period 2015-2020.  Data for the last week may be changed following updates to ENTSO-G points. UK data show the net imports from the UK into the EU27, in the csv file you can also find gross imports.  Please note that on 09/03/2023 we revised upward the imports from Norway.</p> <p>La figure 4 présente les importations mensuelles de GNL de l'UE27 par région d'origine depuis janvier 2020. Alors qu'à l'été 2021, le gaz naturel importé de Russie par gazoduc a commencé à diminuer, les</p>

**Réforme marché de l'électricité**

Les 27 se sont entendus, mardi 17 octobre, sur une réforme du marché européen de l'électricité, après des mois d'âpres tractations entre la France et l'Allemagne sur le soutien au nucléaire, a annoncé le Conseil européen. Le texte, approuvé par les ministres de l'Énergie, et qui sera désormais négocié avec les eurodéputés, vise à recourir davantage aux contrats de long terme pour lisser l'impact de la volatilité du marché sur les consommateurs et à offrir davantage de prévisibilité aux investisseurs via des contrats à prix garantis par l'État. Mais surtout, le pivot de cet accord, c'est la mise en place du « contrat sur la différence » ou « contrat de différence », une mesure qui va finalement pouvoir bénéficier à toutes les installations décarbonées : éolien, solaire et nucléaire.

Leur fonctionnement est simple : on fixe un prix de référence au-dessus du prix de production – par exemple entre 60€ et 70€ le megawatt/heure en France, beaucoup plus dans les pays dépendant du gaz ou du charbon –, et si le prix du marché est inférieur, l'État compense la perte financière du producteur. Si le prix du marché est supérieur, l'État ponctionne et redistribue aux consommateurs ([rfi](#)).

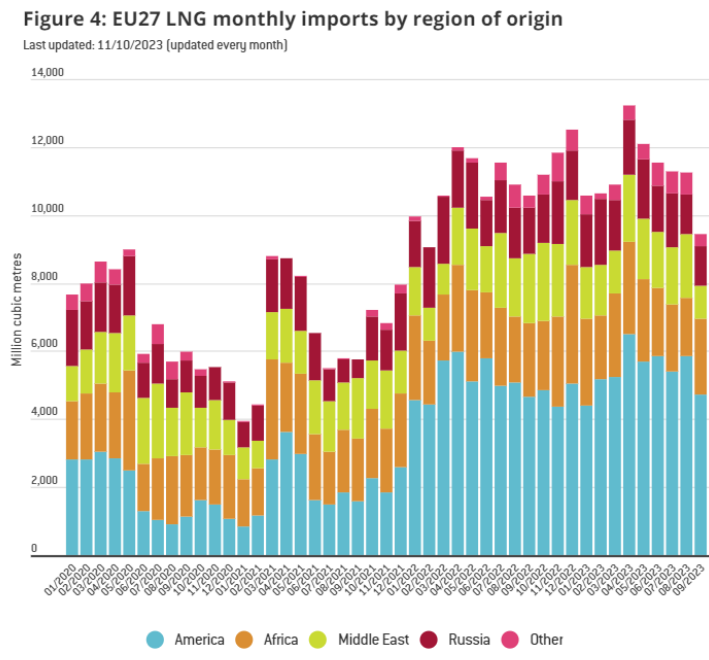
**FOCUS PAYS**

**Allemagne**

Le gouvernement allemand a revu à la baisse ses prévisions de croissance économique pour l'année en cours, annonçant une crise économique plus sévère que prévu et une reprise plus lente, selon ses prévisions d'automne qui ont été révisées et publiées le 11 octobre.

Alors que les projections de printemps du gouvernement prévoyaient une croissance modérée de 0,4 %, les prévisions révisées d'automne anticipent une contraction de 0,4 %. Le

volumes de GNL russe atteignant les terminaux GNL européens n'ont, à ce jour, pas été affectés ([Bruegel](#)).



Source: Bruegel based on Bloomberg  
 Note: America represents the sum of the United States of America and Trinidad & Tobago. Africa is the aggregate of Algeria, Angola, Nigeria, Egypt, Cameroon and Equatorial Guinea. The Middle East displays the sum of Qatar, Oman and United Arab Emirates. The Other category is the sum of LNG from Argentina, Australia, Brazil, China, Indonesia, Jamaica, Malaysia, Norway, Peru, Singapore, South Korea and the United Kingdom.

**Etude :** [Comment l'Union européenne peut-elle atteindre son objectif d'éliminer toutes les importations de combustibles fossiles russes d'ici 2027 ?](#)

**Hongrie – Ukraine :** L'UE cherche à soutenir l'Ukraine en mettant sur la table des milliards de dollars de fonds gelés pour la Hongrie

	<p>gouvernement a également revu à la baisse ses prévisions pour l'année prochaine, tablant désormais sur une croissance de 1,3 % au lieu de 1,6 %.</p> <p>Le ministre de l'Économie a attribué les problèmes économiques à l'exposition disproportionnée de l'Allemagne aux conséquences de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, en raison de sa dépendance antérieure au gaz russe (<a href="#">Euractiv</a>).</p> <p><b>France</b></p> <p>Le secteur affiche un rythme d'activité encourageant durant la période estivale et les prises de commandes restent bien orientées. Toutefois, ce constat général masque de fortes disparités selon les métiers et les territoires, laissant encore de nombreuses entreprises sans visibilité. La dynamique de la commande publique reste en effet pour l'instant perceptible principalement dans les grandes aires urbaines et l'activité TP auprès de la clientèle privée pourrait à court terme pâtir du ralentissement de la construction immobilière.</p> <p>Les travaux réalisés en août 2023 progressent de +8,4% en volume comparé à août 2022. Malgré un léger fléchissement par rapport au mois précédent (-3,2% - données cvs-cjo), le montant des facturations TP sur la période estivale 2023 (juin-août) est nettement plus élevé que celui observé un an auparavant (+10,5%), au plus fort de l'envolée des coûts de production. En cumul depuis janvier, l'activité s'inscrit à la hausse de +4,8% (en euros constants) comparé à 2022.</p> <p>Les marchés conclus en août 2023 se maintiennent à un niveau supérieur à 2022 (+4,1% en euros constants par rapport à août 2022). Au cours des 3 derniers mois, le montant des nouveaux contrats augmente de +7,5% comparé aux 3 mois précédents. Cumulées depuis janvier, les prises de commandes, portées par des chantiers d'envergure et la dynamique d'investissement des</p>	<p>L'Union européenne envisage de débloquer des milliards d'euros pour la Hongrie, qui ont été gelés en raison de préoccupations liées à l'État de droit, afin d'obtenir l'approbation de Budapest pour une aide à l'Ukraine, y compris l'ouverture de négociations d'adhésion pour Kiev, ont déclaré des hauts fonctionnaires.</p> <p>La Hongrie cultive des liens plus étroits avec la Russie que d'autres États de l'UE et est considérée comme le principal opposant potentiel à une décision qui doit être prise en décembre sur l'ouverture des négociations d'adhésion avec Kiev, ce qui nécessiterait le soutien unanime des 27 membres de l'Union (<a href="#">Reuters</a>).</p> <p><b>Russie</b></p> <p>Début septembre, le vice-premier ministre russe Alexander Novak a annoncé que la Russie prolongerait la réduction des exportations de pétrole de 300 000 b/j jusqu'à la fin de l'année 2023. Cette annonce fait suite à d'autres annonces de réduction des exportations visant à soutenir les prix et à maintenir un minimum de stabilité et d'équilibre sur les marchés pétroliers.</p> <p>Les exportations russes de pétrole par voie maritime ont atteint leur niveau le plus bas depuis 11 mois en août, selon S&amp;P Global Commodity Insights, et les prix au comptant pour la qualité d'exportation clé de l'Oural se négocient au-dessus du plafond de 60 dollars par baril fixé par le Groupe des Sept depuis la mi-juillet. Toutefois, selon un fonctionnaire du département du Trésor américain, le plafonnement des prix a réduit la production et les recettes de la Russie. Par ailleurs, le plafonnement des prix pourrait ne pas nuire uniquement aux caisses de la Russie. Le ministre russe de l'énergie, Nikolai Shulginov, a déclaré en septembre que les plafonds de prix imposés par le G7 nuisaient à l'économie mondiale. Une grande partie du pétrole brut russe sanctionné a été acheminée vers la Chine et l'Inde qui, selon M. Shulginov, devrait absorber plus de 100 millions de tonnes métriques d'exportations russes d'ici à la fin 2023, soit une augmentation de 15 % d'une année sur l'autre. L'un</p>
--	---	---

intercommunalités, progressent ainsi de +14,5% par rapport à l'an dernier ([FNTP](#)).

### **Luxembourg**

Lors de sa réunion du 25 septembre, le Conseil d'administration de la FEDIL a passé en revue l'actualité économique des derniers mois, caractérisée par les effets persistants de la crise énergétique et de l'inflation sur une série de secteurs d'activité fortement exposés.

La situation dans la construction est particulièrement grave avec un plan de maintien dans l'emploi sectoriel visant en particulier la construction de logements qui ne pourra pas être évité. La FEDIL s'attend à ce que le gouvernement, qui sortira des élections du 8 octobre, surmonte instamment les barrières qui ont à ce jour freiné la mise en place d'une vraie politique mobilisant intelligemment le savoir-faire et les ressources du secteur privé pour dynamiser le développement de logements à un moment où le secteur connaît une de ses pires crises et où il commence à perdre des travailleurs qualifiés qui manqueront cruellement lorsque l'activité reprendra. Les retards cumulés dans le développement de logements tout au long des dernières années pèsent déjà lourdement sur la croissance de l'ensemble de notre économie avec une remise en cause du modèle luxembourgeois à la clé. Sans logements adéquats, il devient en outre très difficile d'attirer ou de retenir les talents dont le pays a besoin pour son développement futur et la meilleure des stratégies ne pourra porter de fruits si le problème du logement ne trouve pas de solution.

S'agissant du coût de l'énergie, la FEDIL plaide en faveur d'une réforme du modèle actuel de détermination des tarifs d'utilisation du réseau électrique. Il s'agit d'éviter que la transition énergétique et ses effets sur les réseaux ne se traduisent en une charge disproportionnée pour les entreprises intensives en électricité dont la rentabilité est fortement influencée par ce facteur de coût.

des moyens par lesquels les exportations russes se poursuivent sans diminution significative, bien qu'à des niveaux moins importants qu'il y a un an, est l'utilisation de navires de la flotte fantôme. Les transferts opaques de pétrole russe en mer ont plus que triplé au deuxième trimestre par rapport au trimestre précédent, ce qui donne à penser que la Russie s'est tournée vers les pétroliers de la flotte fantôme pour contourner l'embargo de l'UE et le plafonnement des prix du G7. Au cours du deuxième trimestre, au moins 47 millions de barils de brut et de produits russes ont été transférés par des navires dont les transpondeurs de localisation ont été désactivés, selon les données de S&P Global Market Intelligence et S&P Global Commodity Insights ([S&P Global](#)).

### **La Commission européenne approuve une mesure roumaine de 24 millions d'euros maximum pour améliorer les capacités portuaires et les couloirs de solidarité Ukraine/UE**

La Commission européenne a annoncé, vendredi 13 octobre, avoir approuvé une mesure roumaine d'un montant maximal de 24 millions d'euros (118,6 millions de RON) pour soutenir les investissements dans les ports maritimes et intérieurs dans le contexte de l'agression russe contre l'Ukraine. L'aide devrait permettre d'améliorer le fonctionnement des 'couloirs de solidarité Ukraine-UE' en remédiant aux insuffisances de capacités de la superstructure ([Agence Europe](#)).

Toujours dans l'intérêt de préserver la rentabilité de notre industrie face à une concurrence internationale profitant de prix énergétiques nettement plus favorables, la FEDIL estime qu'à court terme un maintien des mesures d'encadrement et de soutien sélectif actuellement en place s'impose au-delà de l'année en cours.

Le Conseil d'administration de la FEDIL se montre également fortement préoccupé par des taux d'absentéisme excessivement élevés enregistrés dans plusieurs secteurs d'activité. Combiné avec toute une série de congés additionnels introduits par des législations récentes, cet absentéisme pose de sérieux problèmes en termes de disponibilité, de gestion et de coût de la main d'œuvre avec des répercussions négatives risquant d'aller bien au-delà des secteurs concernés.

Sans vouloir s'immiscer dans les négociations tarifaires d'entreprises individuelles, la FEDIL tient à souligner qu'elle déplore fortement la récente grève chez Cargolux et le caractère de certaines revendications qui y ont été formulées. Cette grève laisse des traces bien au-delà du secteur concerné et sa célébration ouverte par des leaders syndicaux entache la crédibilité de ceux qui veulent vendre une image de marque du pays comportant l'argument de la paix sociale ([FEDIL](#)).

#### **Pologne**

La Commission européenne a annoncé, vendredi 6 octobre, avoir approuvé un nouveau programme d'aide polonais d'environ 1,2 milliard d'euros (5,5 milliards de PLN) pour soutenir les entreprises à forte consommation énergétique confrontées à l'augmentation des coûts de l'énergie en raison, notamment, de l'agression militaire russe contre l'Ukraine.

Le cadre temporaire de crise prévoit les types d'aide suivants, qui peuvent être accordés par les États membres :

- Montants d'aide limités, sous quelque forme que ce soit, pour les entreprises touchées par la crise actuelle ou par les sanctions et contre-sanctions ultérieures jusqu'au montant majoré de 62 000 € et 75 000 € respectivement dans les secteurs de l'agriculture, de la pêche et de l'aquaculture, et jusqu'à 500 000 € dans tous les autres secteurs ;
- Appui à la liquidité sous forme de garanties d'État et de prêts bonifiés ;
- Aide destinée à compenser les prix élevés de l'énergie. L'aide, qui peut être accordée sous n'importe quelle forme, compensera partiellement les entreprises, en particulier les gros consommateurs d'énergie, pour les surcoûts dus aux augmentations exceptionnelles des prix du gaz et de l'électricité. L'aide globale par bénéficiaire ne peut excéder 30 % des coûts éligibles et, afin d'encourager les économies d'énergie, ne doit pas porter sur plus de 70 % de sa consommation de gaz et d'électricité au cours de la même période de l'année précédente, jusqu'à un maximum de 2 millions d'euros à un moment donné. Lorsque l'entreprise subit des pertes d'exploitation, des aides supplémentaires peuvent être nécessaires pour assurer la poursuite d'une activité économique. Par conséquent, pour les utilisateurs énergivores, les intensités d'aide sont plus élevées et les États membres peuvent accorder des aides dépassant ces plafonds, jusqu'à 25 millions d'euros, et pour les entreprises actives dans les secteurs et sous-secteurs particulièrement touchés jusqu'à 50 millions d'euros ;

	<ul style="list-style-type: none"><li>• Mesures accélérant le déploiement des énergies renouvelables. Les États membres peuvent mettre en place des régimes d'investissement dans les énergies renouvelables, y compris l'hydrogène renouvelable, le biogaz et le biométhane, le stockage et la chaleur renouvelable, y compris au moyen de pompes à chaleur, avec des procédures d'appel d'offres simplifiées pouvant être mises en œuvre rapidement, tout en incluant des garanties suffisantes pour protéger l'égalité des conditions de concurrence. En particulier, les États membres peuvent concevoir des programmes pour une technologie spécifique, nécessitant un soutien compte tenu du mix énergétique national particulier ; et</li><li>• Mesures facilitant la décarbonisation des processus industriels. Pour accélérer encore la diversification des approvisionnements énergétiques, les États membres peuvent soutenir les investissements visant à éliminer progressivement les combustibles fossiles, notamment par l'électrification, l'efficacité énergétique et le passage à l'utilisation d'hydrogène renouvelable et d'origine électrique qui respecte certaines conditions. Les États membres peuvent soit mettre en place de nouveaux régimes basés sur des appels d'offres, soit soutenir directement des projets, sans appels d'offres, avec certaines limites sur la part de l'aide publique par investissement. Des primes complémentaires spécifiques seraient prévues pour les petites et moyennes entreprises ainsi que pour les solutions particulièrement efficaces sur le plan énergétique (<a href="#">Agence Europe</a>).</li></ul>	
--	--	--





**Pour toute question, veuillez contacter**

**Nicolas GAUBERT**  
[gaubertn@fntp.fr](mailto:gaubertn@fntp.fr)

**Andine CANTON**  
[cantona@fntp.fr](mailto:cantona@fntp.fr)